

# Appel à projets 2023 de L'Initiative

## Règlement de l'appel

Date de publication : 08/12/2022

Référence : AP-Init-2023-02 [PV]

## RENFORCEMENT DU ROLE DES POPULATIONS CLES ET VULNERABLES VIS-A-VIS DU VIH, DE LA TUBERCULOSE ET/OU DU PALUDISME POUR L'AMELIORATION DE LEUR SANTE ET LEUR BIEN-ETRE

**Clôture de l'appel : 24 JANVIER 2023 A 12:00 (UTC+1)**

Demande d'accès au lien Cloud pour téléverser votre proposition : **Dès maintenant et jusqu'au 20 janvier 2023 (dernier délai)**

## 1. L'INITIATIVE

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial (FM) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle apporte une assistance technique et des appuis financiers catalytiques aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies et des systèmes pour la santé.

Parmi les pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les décisions prises lors de la 7<sup>ème</sup> reconstitution des ressources du Fonds mondial confirment la montée en puissance de L'Initiative et amplifient son potentiel catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies.

L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et des systèmes de santé. Son budget provient d'une fraction de la contribution française au Fonds mondial. La gouvernance de L'Initiative est confiée à un comité de pilotage où le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a trois sièges, dont celui de président. L'Initiative est placée sous la tutelle du MEAE.

Pour l'année 2023, L'Initiative lance trois appels à projets, complémentaires mais distincts : le présent appel à projets, l'AP-Init-2023-02 portant sur le renforcement du rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur santé et leur bien-être, l'appel AP-Init-2023-01 portant sur le renforcement des systèmes pour la santé à tous les échelons (du communautaire au national), et enfin l'appel AP-Init-2023-03 portant sur la recherche opérationnelle pour la prévention du paludisme.

## 2. CONTEXTE

L'approche intégrée et transversale aux trois pandémies développée dans l'AP-Init-2023-01 et l'AP-Init-2023-03 est complétée dans cet appel par un renforcement du rôle des populations clés et vulnérables qui demeurent trop souvent exclues des systèmes de santé. Cette approche reflète une volonté de promouvoir des projets conçus pour et avec les populations en situation de vulnérabilité, les populations clés mais également les jeunes filles et les femmes qui représentent aujourd'hui la majorité des nouvelles infections du VIH et sont particulièrement vulnérables au paludisme et à la tuberculose.

Le renforcement du rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur santé et leur bien-être et l'accès à des mesures de prévention et de promotion de la santé adaptées et efficaces reste un défi essentiel dans la lutte contre les grandes pandémies. En effet, l'incidence, la mortalité et les résistances liées aux grandes pandémies sont plus importantes chez ces populations qu'en population générale. Dans ce contexte, la société civile tient un rôle majeur dans l'autonomisation des populations clés et vulnérables en tant qu'actrices à part entière. Ainsi, lorsque les populations sont au centre des interventions, elles participent de manière significative à l'amélioration d'une part de leur santé et de leur bien-être et d'autre part d'un environnement favorable vis-à-vis des droits humains et de l'accès aux soins. Cela peut se traduire par des actions de plaidoyer et par la délivrance de services de santé.

Pour lever les obstacles d'accès à la prévention, aux soins et aux droits, le Fonds mondial, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les Partenaires Techniques et Financiers recommandent aux Etats d'adapter leurs services aux besoins spécifiques de ces populations et d'investir dans des programmes permettant un meilleur accès à la santé et aux droits. Le meilleur moyen d'y parvenir est de faire participer effectivement et qualitativement les populations-clés et vulnérables à l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation de ces services de santé, de même qu'aux décisions politiques et aux financements qui les concernent. En effet, placer les populations clés au centre de la démarche permet de développer des services sur mesure et ainsi de renforcer à la fois la qualité et l'accessibilité des services.

Dans la nouvelle stratégie 2023-2028<sup>1</sup>, le Fonds mondial prévoit le renforcement, le soutien et la participation effective des populations à travers l'objectif premier de collaborer avec les personnes et les communautés et de répondre à leurs besoins en santé via trois objectifs qui se renforcent et se complètent :

- Maximiser des systèmes de santé intégrés et centrés sur la personne pour plus d'impact, de résilience et de pérennité ;
- Maximiser l'engagement et le leadership des communautés les plus touchées afin que personne ne soit laissé pour compte ;
- Maximiser l'équité en matière de santé, l'égalité des genres et les droits humains.

Concernant plus particulièrement l'approche genre, L'Initiative s'est engagée dès 2016 avec Expertise France, le MEAE et le FM pour une intégration transversale du genre et des droits humains dans l'ensemble de ses activités, notamment dans ses appels à projets et les projets qu'elle finance<sup>2</sup>. En effet, la lutte contre les pandémies touchant les populations clés et vulnérables ne peut s'envisager de manière durable qu'au travers de l'égalité de genre, du respect et de la promotion des droits humains.

En ligne avec les conventions internationales<sup>3</sup>, la constitution de l'OMS<sup>4</sup> et le document d'orientation du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur les droits humains et le développement intitulé « une approche de la coopération au développement fondée sur les droits humains », il est également primordial que les projets proposés intègrent **une approche fondée sur les droits humains** pour la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront veiller de manière spécifique à rendre les bénéficiaires des projets acteurs et actrices de leur propre développement<sup>5</sup>, favoriser la mise en œuvre des obligations internationales des États de respecter, de protéger et de mettre en œuvre les droits humains. Cette approche fondée sur les droits humains devra également veiller à agir en faveur du refus des discriminations, du respect des minorités, de l'égalité entre les femmes, les hommes, et les personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, et enfin de la protection des populations en situation de vulnérabilité en accord avec la stratégie de la France en Santé mondiale.

---

<sup>1</sup> Stratégie du Fonds mondial 2023-2028 : <https://www.theglobalfund.org/fr/strategy/>

<sup>2</sup> L'Initiative a notamment développé un Webinaire Genre à destination des expertes et des experts techniques pour leur permettre de prendre en compte le genre dans leurs missions d'assistance technique. Ce Webinaire est composé de quatre outils : une vidéo d'introduction et de présentation, et de trois modules « Genre et pandémies », « Genre et type d'appui » et « Genre et méthodologies de mission ». Conçu pour le Canal d'expertise, cet outil pourra également être utile dans le développement et la mise en œuvre de projets. Vous y trouverez également une bibliographie indicative. Le Webinaire est consultable ici : <https://www.initiative5pour100.fr/encourager-prise-en-compte-du-genre>

<sup>3</sup> L'Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires... »

<sup>4</sup> La Constitution de l'OMS établit que « la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain ».

<sup>5</sup> Cible 16.7 des ODD : « Faire en sorte que le processus de prise de décisions soit souple, ouvert à tous, participatif et représentatif à tous les niveaux ».

### 3. OBJET DU PRESENT APPEL A PROJETS

Le présent appel à projets est lancé dans le but de sélectionner des projets complémentaires et/ou en soutien du Fonds mondial visant à renforcer le rôle des populations clés et vulnérables pour l'amélioration de leur état de santé et de leur environnement. L'Initiative encourage :

- 1) la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer et d'autonomisation adaptées, sensibles au genre, en vue de la promotion de leurs droits humains et d'un meilleur accès aux services de santé.
- 2) l'amélioration de la qualité des services de santé et leurs accès par et pour les populations clés et vulnérables, grâce à des stratégies adaptées, sensibles au genre et intégrées aux communautés.

Ces projets doivent être à visée catalytique, c'est à dire en capacité de faire évoluer les pratiques et / ou les politiques de santé. L'anticipation d'un potentiel passage à l'échelle<sup>6</sup> sera appréciée.

L'Initiative est un bailleur qui encourage les approches innovantes et pilotes.

#### BENEFICIAIRES CIBLES DES PROJETS :

Les bénéficiaires cibles des projets sont les suivants, sans obligation de toucher l'ensemble des populations mentionnées ci-après, ou de traiter toutes les pluri-vulnérabilités :

**Populations-clés :** les populations-clés sont celles qui sont plus fortement exposées ou touchées par au moins une des trois maladies et qui sont parties prenantes de la riposte. Elles ont généralement un accès moindre aux services et peuvent être criminalisées et/ou marginalisées.

Sont généralement considérées comme populations-clés :

- Pour le VIH : les personnes vivant avec le VIH, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleur.se.s du sexe et leur clientèle, les personnes transgenres, les consommateurs.ices de drogues et leurs partenaires, les personnes incarcérées ou en détention, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;
- Pour la tuberculose : les personnes vivant avec le VIH, les consommateurs.ices de drogues, les personnes incarcérées ou en détention, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;
- Pour le paludisme : les femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans, les populations autochtones vivant dans les régions où le paludisme est endémique, les réfugié-es, les migrant-es, les personnes déplacées ou mobiles ;

**Autres populations vulnérables** pour les trois maladies : populations qui présentent une plus grande fragilité dans un contexte particulier et qui ne rentrent pas dans les catégories citées ci-dessus, parmi lesquelles, les enfants et adolescent-es, les jeunes filles et femmes et les personnes en situation de handicap.

---

<sup>6</sup> Le passage à l'échelle est appréhendé comme un processus de changement d'un projet. Selon une approche ouverte et évolutive, peuvent être considérés comme passant à l'échelle des projets faisant l'objet de :

- une reprise de leurs activités sur les financements du Fonds mondial
- et/ou d'une duplication et adaptation de leurs activités à d'autres bénéficiaires et/ou à d'autres pays
- ou au sein d'un même pays faire l'objet d'une extension à d'autres régions/districts/villes.

Quelle que soit la modalité de passage à l'échelle, l'objectif est de maximiser les effets ou l'impact du projet et de répondre à des besoins croissants, partiellement couverts ou non couverts.

Les différentes populations vulnérables n'étant pas des groupes homogènes, cet appel à projets encourage la prise en compte des **intersectionnalités** (pluri-vulnérabilités), comme par exemple l'appartenance à différentes populations clés (ex. travailleur.se.s du sexe et usager.ère de drogue), groupes socio-ethniques, catégories d'âge, etc.

#### TYPES D'ACTIVITES ELIGIBLES (QUI PEUVENT SE COMPLETER AU SEIN D'UN MEME PROJET)

- **Le renforcement des capacités et des compétences<sup>7</sup> des acteurs nationaux et communautaires.** Une attention particulière sera portée à l'ingénierie pédagogique, notamment en s'assurant de l'analyse des besoins initiaux, la conception et le suivi des formations y compris sur le terrain, la qualité des formations dispensées, la consolidation des acquis, l'évaluation des compétences ciblées et l'implication des bénéficiaires à toutes les étapes et niveaux du projet.
- **La mise en place de stratégies d'autonomisation des populations pour augmenter l'impact des politiques et des services de santé, et d'accompagnement adaptés aux besoins des populations clés et vulnérables.**
- **Le développement et la mise en œuvre de plans de plaidoyer adaptés et ciblés en vue de la prise en compte systématique des besoins des populations clés et vulnérables dans les stratégies d'intervention du projet.** L'Initiative encourage les porteurs : à analyser et à faire évoluer les cadres législatifs des pays si nécessaire, à documenter les cas de violation de droits humains.
- **L'implication et représentation effective des populations clés et vulnérables dans les mécanismes de coordination et de prise de décision.**
- **La promotion des approches communautaires par et pour les populations clés et vulnérables afin de leur fournir des services adaptés au sein même des communautés,** via la mobilisation de pairs éducateurs/trices, d'agents de santé communautaire (ASC), la délégation de tâches ou le développement d'intervention en stratégie avancée (structures mobiles ...). **La mise en place de stratégies pour assurer un meilleur statut et rémunération des ASC dans les projets sera encouragée.**
- L'ensemble des activités en matière de **droits et santé sexuels et reproductifs** en lien avec les trois pandémies et les thématiques suivantes (liste non exhaustive) : papillomavirus humain (HPV) et cancers associés ou toute autre infection sexuellement transmissible, lutte contre les violences gynécologiques et obstétricales ou les mutilations sexuelles, hygiène menstruelle, accessibilité/qualité/disponibilité/acceptabilité des produits et services de contraception/planification familiale (y compris l'accès à l'avortement sécurisé), éducation complète à la sexualité.

Nous attirons l'attention des porteurs principaux sur les points suivants<sup>8</sup> :

- **La nécessité d'impliquer les populations vulnérables tout au long du projet, pour garantir un impact optimal et une appropriation pérenne.**

---

<sup>7</sup> Le **renforcement des capacités** d'une organisation vise à améliorer sa performance potentielle. Le **renforcement des compétences** d'un individu vise à améliorer sa capacité à mobiliser des procédures, connaissances et savoir-faire pour faire face à une situation. Pour aller plus loin, il est recommandé aux candidats de consulter les ressources disponibles sur le site de L'Initiative :

<https://www.initiative5pour100.fr/documents/renforcement-de-societe-civile-vis-vis-du-fonds-mondial-202>

<https://www.initiative5pour100.fr/documents/renforcement-des-competences-du-personnel-de-sante-204>

<sup>8</sup> Ces leçons apprises sont pour la plupart issues des évaluations transversales de projets précédemment financés par L'Initiative. Ces évaluations sont disponibles ici : Ressource documentaire | L'Initiative (initiative5pour100.fr)

Deux évaluations transversales portent sur la thématique spécifique des populations clés et marginalisées :

<https://www.initiative5pour100.fr/documents/populations-cles-323>

<https://www.initiative5pour100.fr/documents/populations-marginalisees-458>

- **Les projets doivent porter une attention particulière à la cohérence et à la synergie avec les interventions des différentes parties prenantes dans le pays.**
- **Les projets doivent s'assurer autant que possible du continuum des soins pour les populations visées.**
- Les interventions ciblant les travailleur.se.s du sexe, souvent porteur.se.s de pluri-vulnérabilités, sont encouragés.
- **Les projets présentés peuvent comporter des activités de recherche opérationnelle (par exemple la constitution d'une baseline, la vérification d'une approche ou d'outils innovants, l'utilisation des méthodologies en sciences sociales pour démontrer la pertinence et l'efficacité de la démarche engagée), mais celles-ci ne pourront néanmoins pas être majoritaires dans le projet.**
- Afin de proposer des stratégies d'action pertinentes, il est primordial que les projets proposés intègrent **une approche genre transversale** dans la conception, la mise en œuvre et la coordination de projet. Ils devront prendre en compte de manière spécifique les besoins des femmes, des hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, s'efforcer de combler les inégalités existantes et de transformer les rôles attribués par la société aux hommes et aux femmes ainsi que les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, qui renforcent ces inégalités, notamment dans les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins. Cette approche genre s'appliquera également aux populations clés, qui ne constituant pas des populations homogènes, ont des besoins différents en fonction de leur genre et de leur âge, et subissent particulièrement les violences, notamment basées sur le genre. Pour cela, L'Initiative encourage fortement les porteurs principaux à développer des **projets ayant un objectif spécifique - voire un objectif général** - explicitement consacré à la promotion de l'égalité de genre.

## 4. CRITERES D'ADMISSIBILITE

**Les projets ne respectant pas la totalité des critères d'admissibilité seront jugés non admissibles et seront rejetés sans être évalués. A cet effet, une checklist des critères est jointe au présent règlement.**

Dans le cadre de cet appel à projets, il convient de distinguer trois types de participations possibles à chaque projet :

- Le « porteur principal » est l'organisme qui dépose la lettre d'intention, puis le dossier complet en cas de présélection, et qui sera récipiendaire unique de la subvention de L'Initiative ;
- Les « partenaires de mise en œuvre », qui sont impliqués dans la conception et la mise en œuvre du projet et qui doivent recevoir une délégation budgétaire de la part du porteur principal. Le projet doit être exécuté avec au moins un partenaire de mise en œuvre ;
- Les « parties prenantes », autres organisations associées au projet mais sans recevoir de délégation budgétaire (autres bailleurs, bénéficiaires, institutions nationales ...).

Expertise France vérifiera dans un premier temps que chaque projet soumis répond à l'ensemble des critères d'admissibilité suivants :

### 4.1. NOMBRE LIMITE DE CANDIDATURES

Pour le présent appel à projets, une organisation ne peut être porteur principal que sur deux projets au maximum.



Par ailleurs, une organisation ne peut soumettre en tant que porteur principal que trois projets sur l'ensemble des appels à projets de 2023 de L'Initiative. Il n'y a pas de limite de participation en tant que partenaire de mise en œuvre ou partie prenante.

#### **4.2. DUREE**

La durée des projets doit être comprise entre 36 et 48 mois.

#### **4.3. MONTANT DEMANDE, COFINANCEMENT ET CAPACITES DE GESTION**

##### **4.3.1. MONTANT DEMANDE ET COFINANCEMENT**

Le montant total de la subvention de L'Initiative devra couvrir au moins 50 % du budget du projet et sera compris entre 650 000 € et 5 000 000 €.

L'inclusion d'un cofinancement<sup>9</sup> d'au moins 10 % du budget total du projet est obligatoire pour les structures dont le total des charges annuelles (dépenses) est supérieur à 5 millions d'euros. **Pour cet appel à projets, le total des charges (dépenses) est établi sur la base du rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance.** Si le co-financement n'est toutefois pas encore acquis au moment du dépôt du projet, il conviendra de le mentionner sur les formulaires (lettre d'intention et le formulaire administratif). Il est à noter que la confirmation du cofinancement sera obligatoirement demandé en cas de présélection de votre projet.

L'inclusion d'un cofinancement sera jugée de façon favorable pour toutes les autres structures.

Dans la situation où le projet soumis bénéficierait d'un cofinancement de l'AFD ou d'Expertise France, confirmé ou envisagé, ou de tout autre soutien bilatéral français d'ordre financier ou humain, le porteur devra :

- présenter en toute transparence les caractéristiques du projet et de son financement dès l'étape de la note d'intention (acquis, demandé, période, type de contrat, référence, etc.) et,
- en cas de co-financement avec un autre acteur français, prévoir une concertation entre les co-financeurs français en amont de la validation du financement afin de répondre au mieux aux exigences de redevabilité vis-à-vis de nos tutelles et de prévention des risques de double-financement.

##### **4.3.2. CAPACITES DE GESTION**

**Le porteur principal doit disposer des capacités de gestion suffisantes pour gérer le budget demandé.**

Le coût moyen annuel du projet<sup>10</sup> **ne devra pas excéder 70 %** du total des charges annuelles (dépenses) du porteur principal. **Pour cet appel à projets, le total des charges (dépenses) est établi sur la base du rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance.**

---

<sup>9</sup> Sur fonds propres ou externes (autre bailleur de fonds). Les valorisations en termes de ressources humaines, mobilières ou immobilières sont acceptées.

<sup>10</sup> Calculé sur la base du budget total du projet et non sur la part demandée à L'Initiative.

Par exemple, pour une organisation dont le total des charges (dépenses) figurant dans leur rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan) est égal à 1 million d'euros, le montant total du projet ne devra pas excéder 700 000 euros en moyenne par an, soit un total de 2,1 millions d'euros sur 36 mois ou de 2,8 millions d'euros sur 48 mois.

#### **4.4. PAYS ELIGIBLES DE MISE EN OEUVRE**

Les projets devront être mis en œuvre exclusivement dans les pays suivants :

- |                      |                                    |
|----------------------|------------------------------------|
| ▪ Algérie            | ▪ Liban                            |
| ▪ Bénin              | ▪ Liberia                          |
| ▪ Birmanie / Myanmar | ▪ Madagascar                       |
| ▪ Burkina Faso       | ▪ Maroc                            |
| ▪ Burundi            | ▪ Maurice                          |
| ▪ Cambodge           | ▪ Mauritanie                       |
| ▪ Cameroun           | ▪ Moldavie                         |
| ▪ Cap-Vert           | ▪ Mozambique                       |
| ▪ Comores            | ▪ Niger                            |
| ▪ Congo              | ▪ Philippines                      |
| ▪ Côte d'Ivoire      | ▪ République centrafricaine        |
| ▪ Djibouti           | ▪ République démocratique du Congo |
| ▪ Ethiopie           | ▪ République dominicaine           |
| ▪ Gabon              | ▪ Rwanda                           |
| ▪ Gambie             | ▪ Sénégal                          |
| ▪ Géorgie            | ▪ Sierra Leone                     |
| ▪ Ghana              | ▪ Tanzanie                         |
| ▪ Guinée             | ▪ Tchad                            |
| ▪ Guinée équatoriale | ▪ Thaïlande                        |
| ▪ Guinée-Bissau      | ▪ Togo                             |
| ▪ Haïti              | ▪ Tunisie                          |
| ▪ Indonésie          | ▪ Ukraine                          |
| ▪ Kenya              | ▪ Vietnam                          |
| ▪ Laos               | ▪ Zambie                           |

#### **4.5. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE**

Les projets soumis pourront être mis en œuvre dans un seul ou plusieurs pays. Les projets ne sauraient excéder 3 pays de mise en œuvre sauf s'ils sont adossés à un réseau ou une organisation régionale non-étatique préexistante<sup>11</sup>. Dans ce dernier cas, la proposition de projet ne doit pas excéder 5 pays de mise en œuvre. Les projets multi-pays devront s'insérer dans une dynamique régionale clairement justifiée.

#### **4.6. STATUT ET PARTENARIATS POUR PRETENDRE A UNE SUBVENTION**

*L'Initiative encourage la mise en place des projets en partenariat multidisciplinaires **et avec une diversité d'acteurs dont les décideurs, acteurs de la recherche, la société civile et le secteur privé.***

---

<sup>11</sup> Réseaux régionaux ou plateformes régionales.



### Conditions à remplir pour pouvoir prétendre à une subvention :

- Le projet doit avoir comme porteur principal une personne morale ayant son conseil d'administration/ son comité dirigeant et son siège enregistrés dans un pays éligible ou en France. Les Organisations Internationales<sup>12</sup>, à l'exception des organisations régionales non étatiques, ne pourront être ni porteur principal ni partenaire de mise en œuvre du projet ; elles pourront cependant être parties prenantes sans recevoir de délégation budgétaire ;
- Le porteur principal doit avoir une existence juridique d'au moins 3 ans au moment du dépôt du projet ;
- Les « partenaires de mise en œuvre » doivent recevoir une délégation budgétaire de la part du porteur principal ;
- Les projets mono-pays doivent obligatoirement être exécutés avec au moins un partenaire de mise en œuvre enregistré dans le pays du projet ;
- Les projets multi-pays, doivent être exécutés avec au moins un partenaire de mise en œuvre dans chacun des pays. Si le porteur principal est enregistré dans l'un des pays de mise en œuvre, alors il n'a pas l'obligation d'avoir de partenaires de mise en œuvre dans ce pays ;
- Des organisations pourront être partenaires de mise en œuvre, même si leur conseil d'administration /le comité dirigeant et le siège sont enregistrés dans un pays non éligible ; ceci à condition que la collaboration avec le porteur principal soit avérée et solide et que le budget qui leur est délégué ne dépasse pas au total 15 % de la subvention d'Expertise France, quel que soit le nombre de partenaires de mise en œuvre enregistrés dans un pays non-éligible ;

Le porteur principal comme les partenaires de mise en œuvre ne doivent pas avoir de dispositions statutaires qui n'autoriseraient pas Expertise France ou tout auditeur externe désigné par Expertise France à effectuer des contrôles et vérifications sur place et à avoir un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le projet sera réalisé, y compris à tous les documents et données informatisés concernant la gestion technique et financière du projet.

#### **4.7. COMPLETEUDE**

Les dossiers soumis devront comprendre l'intégralité des documents et informations demandés dans la **section 8**. Tout dossier incomplet sera rejeté d'emblée. Les documents manquants ne seront pas réclamés à posteriori auprès des porteurs principaux.

#### **4.8. RENOUVELLEMENT DE PROJETS**

Dans le cas où le projet proposé constitue la poursuite ou l'extension d'un projet précédemment financé par L'Initiative, le dossier devra comporter une fiche présentant ses résultats et les évolutions envisagées eu égard aux résultats de la phase précédente (**cf. annexe 3**). En cas de présélection, les documents complets et notamment l'évaluation finale seront demandés.

---

<sup>12</sup> Organisation des Nations Unies et agences associées, organisations étatiques régionales.

## 5. ELIGIBILITE DES COUTS

Sont **éligibles** notamment les coûts directs suivants :

- Les coûts du personnel affecté au projet, correspondant aux salaires réels (bruts) augmentés des charges patronales et de tout autre coût entrant dans la rémunération. Ils ne doivent pas excéder les salaires et coûts normalement supportés par le porteur principal ou le cas échéant ses partenaires, à moins d'une justification a priori indiquant que les excédents sont indispensables à la réalisation du projet ;
- Les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant au projet, pour autant que la solution retenue soit financièrement saine et économiquement avantageuse. Pour les perdiem : le montant du perdiem par nuitée devra être au maximum égal au taux fixé par le Ministère français de l'Économie et des Finances (disponible ici : [http://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission\\_taux\\_chancellerie/frais](http://www.economie.gouv.fr/dgfip/mission_taux_chancellerie/frais)), à l'exception des perdiem pour les personnels et participants nationaux qui sont fixés en accord avec Expertise France. Pour les transports : les transports devront être réalisés en classe économique, hors autorisation spécifique préalable d'Expertise France donnée par écrit ;
- Les coûts d'achat ou de location d'équipements et de fournitures (neufs ou d'occasion) spécifiquement pour les besoins du projet, pour autant que ces coûts correspondent à ceux du marché, y compris leur maintenance ;
- Les coûts de prestation de services, pour autant qu'ils correspondent à ceux du marché, et qu'ils soient justifiés par rapport aux besoins du projet ;
- Les coûts de biens consommables ;
- Les coûts découlant directement d'exigences pour la bonne réalisation du projet (par exemple diffusion d'informations, traductions, reproductions, assurances...), y compris les frais de services financiers (notamment le coût des transferts et des garanties financières) prévus dans le budget ;
- Les dépenses de construction de bâtiments, de réhabilitation ou de mise aux normes, nécessaires à la mise en œuvre d'activités spécifiques, y compris permettant de réduire la dépendance aux énergies fossiles ;
- Les achats de véhicules indispensables à la mise en œuvre d'activités essentielles au bon fonctionnement du projet ;
- Les coûts relatifs aux activités de promotion de la santé, de prévention, de diagnostic et de prise en charge des patients au niveau communautaire à la condition qu'ils ne soient pas déjà entièrement couverts par le Fonds mondial, d'autres partenaires ou par les autorités nationales ;
- Les produits de santé, uniquement dans le cadre d'activités pilotes ou innovantes ayant vocation à un passage à l'échelle ou relevant de l'éventuel volet de recherche opérationnelle ;
- Les coûts (ressources humaines et activités) dédiés au suivi-évaluation et à la capitalisation doivent représenter entre 5 et 10 % du budget global du projet et inclure au moins le coût d'une évaluation intermédiaire pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros ;
- Le budget peut inclure une provision pour imprévus de 5 % maximum et peut prévoir une ligne de frais administratifs jusqu'à 7 % ;
- Les projets avec un volet de plaidoyer conséquent pourront prévoir un budget pour structurer leur fonction de plaidoyer ainsi que garantir la protection des plaideurs (frais d'avocat + frais

de soins + frais d'hébergement pour mise à l'abri) et des capitalisations des interventions de plaidoyer tout au long de l'intervention du porteur.

**Ne sont pas éligibles :**

- Les salaires de fonctionnaires ou tous autres salaires déjà financés par d'autres programmes, notamment ceux du Fonds mondial ;
- Les frais de fonctionnement des Instances de Coordination Nationale (ICN) ou *Country Coordinating Mechanisms* (CCM) ;
- Les frais de structure autres que les frais administratifs (7 % maximum) ;
- Les dettes et les provisions pour pertes ou dettes.
- Les intérêts débiteurs.
- Les coûts déjà financés dans un autre cadre.
- Les achats de terrains ou d'immeubles.
- Les pertes de change.
- Les crédits à des organismes tiers.
- Les frais de transport et indemnités de séjour de personnels d'Expertise France
- Les financements en cascade non autorisés («*regranting*» ou sous-subventions). Cependant, la mise en œuvre du projet, en partenariat avec d'autres structures, impliquant des transferts financiers est possible sous réserve :
  - que les partenariats soient exposés dans les différents documents de l'appel à projets (notamment dans le plan d'action, le budget, le tableau de gestion des risques);
  - que les coûts prévisionnels correspondant à leur intervention aient été détaillés au même titre que les autres coûts prévisionnels du projet.

**Nous portons notamment votre attention sur les deux éléments suivants :**

- Pour les projets dont le budget demandé à L'Initiative est supérieur ou égal à 1 million d'euros, une **évaluation intermédiaire** doit être programmée et budgétée dans les coûts (ressources humaines et activités) liés au suivi-évaluation et à la capitalisation. Il est recommandé que le budget consacré à l'évaluation intermédiaire représente entre 2 et 3 % du budget du projet, sans dépasser 50 000 €.
- Une évaluation finale externe pourra être pilotée par L'Initiative sur certains projets. Aucune évaluation finale ne doit donc être incluse dans le budget des projets.

## **6. CRITERES D'EVALUATION**

**Le processus de sélection des projets comporte deux phases.**

Durant la phase 1, les projets feront l'objet d'une présélection sur la base de lettres d'intention. Durant la phase 2, seuls les projets des porteurs principaux présélectionnés recevront le dossier type de soumission des projets complets. Ces projets complets feront l'objet d'une instruction et seront ensuite présentés au comité de présélection au mois d'octobre 2023.

## 6.1 Phase 1

### **Critères d'évaluation de la phase 1 :**

- Conformité des objectifs du projet par rapport à l'appel à projets ;
- Sélection des bénéficiaires du projet pertinente et cohérente par rapport à leurs besoins ;
- Pertinence de la stratégie proposée et des modalités d'intervention ;
- Démarche claire de renforcement de capacité et de compétences ;
- Intégration d'une approche genre transversale ;
- Logique de renforcement et de complémentarité avec les subventions du Fonds mondial ;
- Pertinence et cohérence géographique, notamment dans le cadre de projets multi-pays ;
- Pertinence du partenariat : choix des organismes locaux établis dans le ou les pays de mise en œuvre et implication des partenaires de mise en œuvre dans la conception du projet et la mise en œuvre de ses activités ;
- Budget demandé et capacité de gestion : cohérence de l'enveloppe budgétaire demandée et les activités prévues du projet ; l'appréciation de l'équipe dédiée à la gestion administrative et financière au sein de la structure et enfin la capacité de l'organisation à gérer des financements similaires

La grille d'examen synthétique des lettres d'intention avec la pondération de chaque critère est publiée sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/appele-propositions>

## 6.2 Phase 2

**Lors de la phase 2**, les éléments suivants seront déterminants dans le choix des projets sélectionnés pour financement (**ces éléments seront détaillés aux porteurs principaux présélectionnés à l'issue de la phase 1 et sont ici fournis à titre indicatif**) :

- **Contexte** : qualité du diagnostic et réponse aux besoins identifiés (pertinence géographique, valeur ajoutée, alignement avec les plans stratégiques nationaux, complémentarité avec des interventions déjà existantes...).
- **Complémentarité et articulation avec les subventions du Fonds mondial**. Une lettre de soutien du ou des CCM des pays concernés sera jugée de façon favorable.
- **Forte association et implication des partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes**. Pertinence de la répartition des activités en fonction du secteur d'intervention, de l'expertise et des capacités de gestion de chaque porteur principal et des partenaires de mise en œuvre.
- **Logique d'intervention** :
  - Pertinence des objectifs (général et spécifiques) du projet ;
  - Cohérence des activités avec les résultats attendus ;
  - Choix et implication des bénéficiaires, équilibre en termes de genre.

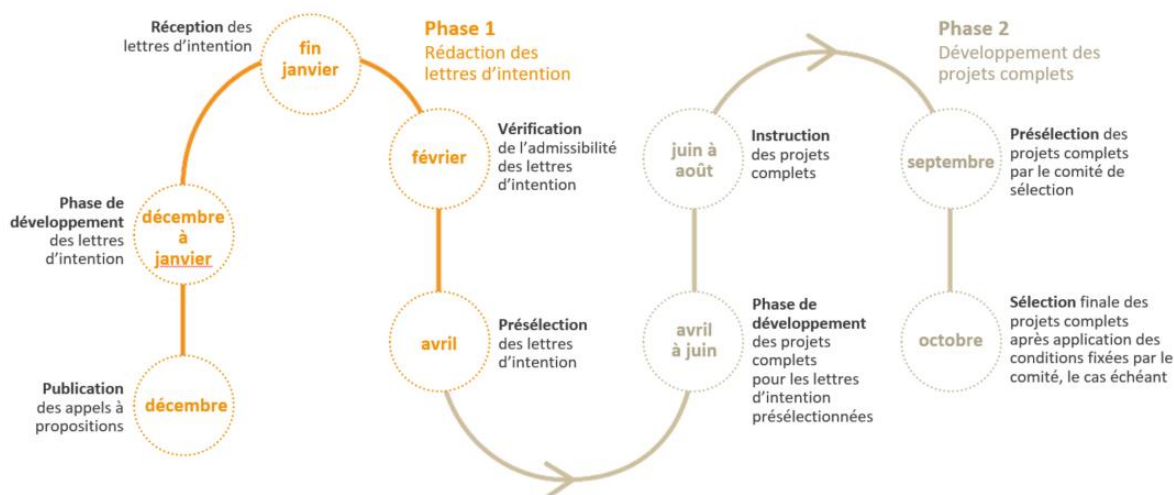
- **Renforcement des compétences et des capacités** : s'appuyant sur une méthodologie structurée (analyse des besoins, baseline et cibles attendues, approche pédagogique (exemple : articulation entre théorie et pratique, plan de formation, évaluations des acquis, transfert des connaissances dans les pratiques) ;
- **Dispositif solide de suivi et évaluation du projet** : solidité et structuration du cadre logique, qualité des indicateurs, ressources humaines et matérielles dédiées au suivi-évaluation, plan de suivi-évaluation, intégration de l'évaluation intermédiaire si le montant du projet l'impose, démarche de capitalisation systématisée dès le début et tout au long du projet pour faciliter le passage à l'échelle de bonnes pratiques et le partage de leurs résultats. Des ressources méthodologiques seront mises à disposition par L'Initiative pour accompagner les futurs porteurs.
- **Stratégie de sortie : durabilité des résultats du projet au-delà des activités financées**. Des pistes concrètes de pérennisation financière et institutionnelle seront décrites.
- **Approche transversale sensible au genre et aux droits humains**, et prise en compte des besoins spécifiques des femmes, des hommes, et des personnes ne se reconnaissant pas dans les normes de genre, pour combler les inégalités et de transformer les rôles attribués par la société qui augmentent les vulnérabilités aux pandémies et l'accès aux soins.
- **Budget** : cohérence générale par rapport aux activités prévues, répartition entre porteur principal et partenaires de mise en œuvre, éligibilité des coûts, rigueur des calculs. Une attention particulière sera portée sur la part du budget annuel du porteur déjà financée par L'Initiative.
- Une étude sur les capacités de gestion du porteur sera établie sur la base des informations de l'organisation, de son expérience, de son système comptable en place, de sa capacité financière et de ses capacités organisationnelles.
- **L'inclusion d'expertise technique dans le but de renforcer les capacités organisationnelles et/ou techniques<sup>13</sup> du porteur principal et/ou des organisations partenaires sera jugée de façon favorable**, dès lors que les besoins identifiés seront décrits et justifiés dans la proposition de projet. Enfin, L'Initiative, sans en faire un critère d'évaluation, encourage les porteurs à intégrer les préoccupations environnementales et de santé dès la phase d'élaboration du projet et tout au long de sa mise en œuvre : limitation des déplacements en avion ou en voiture, construction ou réhabilitation de bâtiments avec des normes améliorées de résistance aux événements naturels extrêmes, construction/réhabilitation de bâtiments à forte efficacité énergétique d'ensemble (y compris thermique) et permettant de réduire la dépendance aux énergies fossiles.

---

<sup>13</sup> Approche genre, suivi et évaluation, gouvernance, gestion Financière, etc.

## 7. SELECTION DES PROJETS

### 7.1. Calendrier



### 7.2 Comité de sélection

Le Comité de Présélection<sup>14</sup> est composé des membres du comité de pilotage de L'Initiative:

Le secrétariat du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est également invité à participer au Comité de Présélection.

Les décisions du comité sont discrétionnaires et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours.

La convention de subvention pour chaque projet sélectionné par le Comité de Présélection de L'Initiative devra être signée et la mise en œuvre du projet devra démarrer dans les 12 mois à compter de la date de notification de sélection. Le financement des projets ne satisfaisant pas ces conditions sera désengagé.

Expertise France se réserve la possibilité d'exclure, du présent appel à projets, tout projet, s'il est démontré par tous moyens que le contenu de ce dernier :

- Présente de fortes similarités avec une source tierce (étude, autre projet, etc.), sans que crédit soit donné à cette source tierce ;
- Ou est similaire en tous points avec une source tierce (étude, autre projet, etc.), sans que crédit soit donné à cette source tierce.

<sup>14</sup> La composition de ce comité peut être sujette à modification.



## 8. DOSSIERS DE PROPOSITION : DOCUMENTS A FOURNIR

Les modèles mentionnés ci-dessous sont disponibles en français et en anglais sur le site de L'Initiative : <https://www.initiative5pour100.fr/appele-propositions>.

Les dossiers de propositions devront être rédigés en français ou en anglais et devront inclure les documents ci-dessous :

1. La **lettre d'intention** (selon le nouveau modèle fourni en annexe 1)
2. Le **formulaire administratif** (selon le modèle fourni en annexe 2)
3. La **fiche de résultats** (selon le modèle fourni en annexe 3)
4. La **copie des statuts** de l'organisme porteur principal (en français ou en anglais)
5. La preuve d'enregistrement de l'organisation dans le pays avec l'adresse de domiciliation du porteur
6. **Rapport financier 2021 complet (compte de résultat et bilan), validés en Assemblée Générale ou toute autre instance de gouvernance**
7. Le **budget prévisionnel** de l'organisme porteur principal pour l'année 2023
8. Le **dernier rapport d'activités** annuel
9. Le **dernier rapport d'audit** validé. Veuillez noter que ce rapport sera obligatoirement demandé en cas de présélection de votre projet
10. Les **lettres d'engagement** pour chacune des organisations partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet. Veuillez noter qu'elles seront obligatoirement demandées en cas de présélection de votre projet.

## 9. MODALITES DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE PROPOSITION

Les dossiers complets de proposition devront être téléversés sur le Cloud d'Expertise France avant **le 24 janvier 2023 à 12h00 (heure de Paris - UTC+1)** (date et heure de téléversement faisant foi).

Les porteurs principaux devront faire la **demande d'un lien d'accès au Cloud jusqu'au 20 janvier 2023** inclus via le formulaire de demande de lien (disponible ici : [Formulaire demande de lien- AAP 2023](#)). En cas de difficultés, les porteurs peuvent envoyer un email à l'adresse suivante : [aap.linitiative@expertisefrance.fr](mailto:aap.linitiative@expertisefrance.fr). Un email contenant le lien et les codes d'accès sera envoyé en réponse, dans les plus brefs délais. Ce lien permettra à chaque porteur principal d'accéder à un espace individuel sur le Cloud, auquel seuls le porteur principal et les administrateurs de L'Initiative auront accès, et d'y télécharger les dossiers de proposition. **Les demandes de lien d'accès envoyées après le 20 janvier seront refusées.**

**Un seul lien d'accès sera créé et envoyé au porteur principal par projet, et sur demande uniquement.**

Le Cloud sera ouvert pour le téléchargement des dossiers de proposition **jusqu'au 24 janvier 2023 à 12h00 (UTC+1)**.

**Il est vivement recommandé** de démarrer le téléchargement des documents de la proposition sur le Cloud le plus tôt possible avant l'échéance du 24 janvier 2023 à midi afin de prendre en compte le temps

nécessaire au téléchargement, qui peut varier selon la taille des documents et la qualité de la connexion à internet.

Les documents téléchargés **devront impérativement** suivre la nomenclature suivante :

- 1. Lettre d'intention *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 2. Formulaire\_administratif *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 3. La fiche de résultats *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 4. Statuts *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 5. Enregistrement de l'organisation *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 6. Rapport financier 2021 *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 7. Budget 2023 *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 8. Rapport activités (*insérer année*) *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 9. Rapport audit (*insérer année*) *\_numéro appel\_initiales du porteur principal*
- 10. Lettre partenaire (*insérer nom du partenaire*) *\_numéro appel\_initiales du porteur principal* (Si plusieurs documents, numéroter 10a. 10b. 10c. etc)

## 10. FOIRE AUX QUESTIONS

L'ensemble des questions relatives à cet appel à projets doivent être envoyées à l'adresse [aap.linitiative@expertisefrance.fr](mailto:aap.linitiative@expertisefrance.fr), par email uniquement, **au plus tard le 16 janvier 2023 à 12h00 (UTC+1).**

Les réponses aux questions reçues dans les délais impartis seront mises en ligne sur le site de L'Initiative (<https://www.initiative5pour100.fr/actualites>) au fur et à mesure. Il relèvera de la responsabilité des organismes de se tenir informés des réponses dès lors qu'elles seront publiées sur le site de L'Initiative.